

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [93] (2005)
Heft: 1490

Artikel: "Le militarisme se confond toujours avec des idées de masculinité et de virilité"
Autor: Jegher, Stella / Carnal, Mathieu
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282824>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



«Le militarisme se confond toujours avec des idées de masculinité et de virilité»

Stella Jegher, ancienne membre du bureau de l'égalité de la ville de Zürich, est la Coordinatrice suisse des campagnes femmes d'Amnesty International. Elle est en outre une membre fondatrice de la FemCo et également membre du Frauenrat für Aussenpolitik. Elle nous donne un aperçu de son parcours de féministe militant pour la paix et jette un regard averti sur les différences ou similitudes entre le féminisme romand et alémanique.

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHIEU CARNAL

Comment êtes-vous devenue féministe tout en ayant commencé à militer dans les mouvements pour la paix ?

Rétrospectivement cela me paraît un parcours assez normal. Je militais dans des milieux anti-militaristes qui se mobilisaient contre l'implantation des missiles nucléaires en Europe et en faveur du service civil en Suisse notamment. Je n'étais pas féministe à l'époque. Certes, j'avais remarqué que des mouvements de femmes faisaient partie des mobilisations pour la Paix mais cela ne m'interpellait pas plus que cela. Puis j'ai rencontré des femmes qui abordaient les questions de militarisation d'un point de vue féministe et j'ai lu leurs analyses. Il y a en effet des liens évidents entre le patriarcat et les logiques plus générales de domination et de violence. Par exemple le militarisme se confond toujours avec des idées de masculinité et de virilité.

Sachant que la domination masculine perdure aussi dans les mouvements sociaux, qu'en était-il de la place des femmes à l'intérieur du mouvement pour la Paix ?

Dans les groupes mixtes, dont j'ai fait partie au début, la répartition des rôles était souvent assez révélatrice. Les hommes assumaient plus souvent les tâches «représentatives», tandis que beaucoup de femmes assuraient des travaux à l'arrière-plan. Mais il y avait aussi quelques grandes têtes de femmes ! On a d'ailleurs essayé plusieurs fois de proposer des réflexions sur le genre à l'intérieur des groupes mixtes, mais cela n'a pas très bien fonctionné... Il semble qu'en tant que «dominées» on avait plus de facilité à se remettre en question que les hommes. On essayait aussi toujours de poser la question femmes de manière transversale, ce que l'on appellerait aujourd'hui le gender mainstreaming. Mais on finissait quand même presque toujours par faire le travail féministe à part ou, du moins, par créer une commission femmes.

La découverte d'humiliations perpétrées par des femmes dans les prisons irakiennes a déclenché autant d'indignation que de polémiques. Certain-e-s disent que la question de la violence des femmes est encore taboue, notamment chez les féministes, qu'en pensez-vous ?

Il ne faut surtout pas en faire un tabou. Je pense que ce qui s'est passé en Irak montre que notre analyse féministe est pertinente. On n'a jamais dit que c'était le sexe biologique qui était la cause de la violence entre hommes et femmes. Mais c'est bien le rapport de domination, la distribution des rôles sociaux qui amène la violence des hommes sur les femmes. Et ce que l'on a vu en Irak ne pourrait pas fonctionner en dehors du système de genre. Le fait qu'une soldate puisse par des procédés sexistes, humilier un prisonnier irakien entre dans le même modèle que le sexisme ordinaire dont sont victimes les femmes. C'est d'autant plus humiliant pour cet homme que c'est une femme qui dispose là de son corps et sa dignité. Donc il s'agit d'analyser ces violences comme faisant partie intégrante d'un système patriarcal élargi.

Vous avez travaillé sept ans au bureau de l'égalité de la Ville de Zurich et êtes active dans différents réseaux féministes comme la FemCo par exemple.. Qu'est-ce qui a changé, selon vous, dans le mouvement féministe durant ces dix dernières années ?

Il a bien sûr plusieurs aspects. Mais je parlerai de quatre grands changements. Il y a tout d'abord l'institutionnalisation du mouvement. On a beaucoup plus de «féministes professionnelles» que ce soit dans des projets de femmes qui se sont professionnalisés comme par exemple les maisons d'accueil pour femmes battues, ou encore au sein d'organismes étatiques. Au départ, ces femmes étaient issues du mouvement, mais aujourd'hui cela s'est diversifié vers des femmes, peut-être féministes, mais qui ne sont pas forcément issues du militantisme. Cela a des aspects positifs. Mais le fait qu'il y ait des femmes qui sont payées pour défendre la cause est peut-être aussi une des raisons pour lesquelles il semble plus difficile aujourd'hui de mobiliser les femmes dans la rue pour les actions militantes. Puis, un certain nombre de femmes ont profité de cette institutionnalisation pour se retirer un peu du mouvement après de longues années de lutte, quitte à soutenir le financement de leurs remplaçantes salariées.

Ensuite, le mouvement s'est aussi professionnalisé. Beaucoup de féministes sont devenues des lobbyistes avec une vision stratégique de l'action politique. Cela n'a pas été sans influence sur la démocratie au sein du mouvement. Les professionnelles sont parfois devenues des spécialistes difficilement compréhensibles par la base militante. D'un autre côté cela a permis de former des alliances entre les femmes qui sont en-dehors du système et celles qui sont dans l'Etat, du moment que l'on a su dépasser des méfiances réciproques.

Troisièmement, il y a eu une internationalisation du mouvement. Au début des années 90 s'est opérée une conscientisation face à certaines problématiques notamment grâce à l'apport des migrantes. Cela nous a apporté un éclairage sur d'autres réalités, des problèmes différents ou que l'on n'avait pas identifiés jusqu'ici. On a aussi appris à utiliser le droit international et par conséquent à revendiquer le droit des femmes comme droit humain. Cela s'est notamment articulé autour de la conférence mondiale de Pékin qui, bien qu'étant la quatrième du genre, a eu beaucoup plus d'échos que les précédentes.

Quatrièmement, il y a une certaine bureaucratisation du mouvement féministe. On n'ose presque plus travailler avec les moyens modestes et improvisés que l'on avait dans les années septante. Aujourd'hui les moyens d'action politique ont changé. Pour faire un bon lobbying et apparaître dans les médias, il faut de l'argent. Donc une bonne partie du mouvement consacre son temps à récolter des fonds. Il faut donc apprendre à rédiger les projets de telle sorte qu'ils remplissent les critères des fonds publics ou des fondations. Et ce n'est pas sans répercussions sur la créativité, par exemple.

On parle souvent des différences linguistiques en Suisse. Le féminisme n'est pas épargné par ces questions. Alors, les différences entre féminisme suisse romand et suisse alémanique, réalité ou faux problème ?

Il y a des différences de culture politique. Je ressens le mouvement féministe suisse romand comme moins institutionnalisé. Par ailleurs, en Suisse romande, il semble proche des courants de pensée syndicaux alors qu'en Suisse alémanique il est plus diversifié et spécialisé. Par exemple, il y a des féministes qui s'intéressent au mouvement pour la paix, d'autres sont plutôt syndicalistes, etc. Par ailleurs le mouvement romand est plus sensibilisé aux problématiques internationales. Mais il y a aussi beaucoup de convergences et de coopération, même s'il est vrai que le problème de la langue persiste. C'est un obstacle bien plus grand que la distance géographique, par exemple.

Il y a environ un an, l'éviction d'une des deux femmes au Conseil fédéral, a soulevé un mouvement de protestation chez les femmes de ce pays. Est-ce que vous pensez que c'est un réveil sur lequel le mouvement pourra tabler dans l'avenir ?

Oui je pense. J'ai notamment quelques d'espairs quant à la mobilisation des jeunes qui s'est produite. C'est peut-être le point de départ d'une vague de féminisme différent. D'autre part, ce qui m'interpelle c'est que les revendications de ce jeune mouvement ne sont pas très différentes des nôtres. Cela veut peut-être dire que les mêmes problèmes subsistent. Je n'ai pas encore vu émerger de nouvelles formes de militantisme dans ce jeune mouvement. Mais on apprécie l'arrivée de jeunes féministes. Ce qui me frappe c'est que les deux principaux mouvements de jeunes nés de cet événement, le Zoff ! à Zürich et le Frauenstreik.ch¹ à Berne n'ont pas d'équivalent en Suisse romande. En Romandie, c'est plutôt la «Veille des femmes»² qui a mobilisé les féministes; mais elle a plutôt réuni des femmes de ma génération, voire de celle d'avant.

Vous vous occupez de la coordination suisse des campagnes femmes d'Amnesty international. N'y a-t-il pas dans les ONG, une mode récente d'intégrer les «questions femmes», notamment pour des raisons médiatiques? Avec le risque que la mode passe et que ces questions soient abandonnées à moyen terme ?

C'est une question pertinente. En commençant à travailler il y a un an sur ces projets, je me suis aussi demandé si c'était une action publicitaire que de se brancher au mouvement femmes. Mais je crois pouvoir dire honnêtement que ce n'est pas le cas. Amnesty s'est engagé depuis longtemps pour des cas de femmes mais plutôt individuels. Mais maintenant Amnesty commence à se demander quels sont les mécanismes qui sont à la base des violations des droits des femmes. Par ailleurs, c'est le résultat d'un long lobbying de femmes à la base d'Amnesty depuis dix ans. Elles se sont battues pour que l'organisation donne plus de place à la question des droits des femmes. Enfin, la secrétaire générale d'Amnesty international, Irene Khan, originaire du Bangladesh, s'engage activement et sincèrement pour la cause des femmes.

En même temps, nous autres, les coordinatrices de campagnes sommes conscientes qu'il faut être très modestes. Le mouvement féministe travaille sur cette question depuis des années et il faut évaluer quelle peut être la contribution d'Amnesty à ce mouvement international des femmes. C'est pourquoi on travaille à mettre sur place des actions de coopérations et cela beaucoup plus que dans d'autres types de campagnes. On peut même dire que le soutien aux organisations de femmes fait même partie intégrante de ce projet. •

¹ www.frauenstreik.ch

² www.laveilledesfemmes.ch